



## **DE LA CRISE DE NERFS À LA RÉVOLTE SOCIALE ?**

---

**Confinera, confinera pas ? Voilà plusieurs jours que le gouvernement souffle le chaud et le froid. Nos nerfs sont à vif. Les mesurettees annoncées par Castex vendredi n'auront qu'un effet à la marge sur la propagation du virus et ne peuvent faire oublier le fiasco de la campagne vaccinale. Depuis un an que ça dure, quand allons-nous sortir de cette vaise de confinements et déconfinements décidés en fonction des seuls profits des grands groupes capitalistes, au mépris de notre santé et de nos vies ?**

---

### **Failite du système capitaliste**

Après les échecs des campagnes de dépistage et de vaccination, voilà que les labos annoncent des retards de production et livraisons. C'est qu'ils ne fabriquent pas des médicaments ou des vaccins : ils fabriquent du profit pour leurs actionnaires. Alors que la mise en commun des capacités de production des entreprises pharmaceutiques serait une nécessité, les États se soumettent aux lois de la concurrence capitaliste. Il a fallu de longues négociations pour que Sanofi aide à mettre en flacon les vaccins Pfizer, mais pas question qu'il en produise, car c'est la guerre des brevets. Pendant ce temps, l'épidémie progresse et ce sont les classes populaires qui en paient le prix.

### **Les profiteurs de guerre**

L'effet premier et majeur des restrictions imposées, c'est l'appauvrissement et la précarisation du monde du travail. Plusieurs dizaines de milliers d'emplois ont été supprimés en France : dans l'intérim, en CDD ou par des embauches reportées, mais pas seulement. Ceux qui bénéficient d'un CDI ne sont pas épargnés, entre les plans de suppressions d'emplois et les baisses de revenu liées au chômage partiel. Au total, en France, un million de personnes a basculé dans la pauvreté depuis le début de l'épidémie.

Moins de 1 % des 100 milliards d'euros du plan de relance est consacré à lutter contre la pauvreté. Un vrai drame pour des millions de jeunes qui se retrouvent sans revenu après la perte de leur job. Un drame pour celles et ceux qui ne peuvent plus payer leur loyer. Mais

cette manne arrose les grands groupes licencieurs Total, Renault, Air France, Carrefour et même Sanofi qui supprime des centaines de postes dans la recherche médicale : on marche sur la tête ! Guère étonnant que les capitalistes, derrière ces groupes gavés d'argent public, aient vu leur fortune augmenter depuis le début de la pandémie. Celle des quarante-et-un milliardaires français a dépassé son niveau d'avant la crise et sept d'entre eux possèdent autant que les 30 % les plus pauvres.

### **Pour un programme d'auto-défense du monde du travail**

Face à cette situation, la lassitude et l'exaspération pourraient laisser place à la colère et à la révolte. Aux Pays-Bas, la mise en place d'un couvre-feu a été accueillie par des émeutes. Ici et là dans le monde, la contestation prend des formes de colère aveugle contre le confinement, que l'extrême droite cherche à utiliser. Mais des luttes du monde du travail ne vont pas manquer d'arriver, dans lesquelles les travailleurs en mouvement vont devoir avancer leur programme d'auto-défense face à l'urgence sociale et sanitaire :

- le secteur de la santé doit être tiré des griffes des intérêts privés : abolition du secret commercial et du monopole des brevets, réquisition des entreprises stratégiques et placement sous le contrôle des travailleurs de leurs activités ;
- les services publics de la santé, de l'éducation, des transports, de la culture doivent recevoir les centaines de milliards de l'État leur donnant les moyens en personnel et en locaux qui limitent les brassages et leur permettent de fonctionner en toute sécurité sanitaire ;
- interdiction des licenciements et des suppressions de postes, partage et réduction du temps de travail, sans perte de salaire ;
- un programme d'urgence d'aide à la jeunesse privée de revenus.

Ces points sont à discuter entre nous qui produisons tout, et à avancer pour nos mobilisations à venir. Dans le pays, les morts du Covid se comptent par dizaines de milliers, les bénéficiaires de l'aide alimentaire sont huit millions, trois millions de plus qu'avant le Covid (selon Oxfam), et innombrables dans le monde. Le drame est à l'échelle internationale, ça suffit !

*Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! ..... Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! ..... Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !*

### ***Fichez-nous la paix !***

En pleine pandémie, qu'est-ce qui préoccupe la direction du Centre financier ? Imposer une surveillance tatillonne à celles et ceux qui répondent aux clients au téléphone, sous prétexte que notre manière de répondre ne serait pas satisfaisante.

Il est question, entre autres, qu'en plus d'être écoutés par nos chefs, un organisme extérieur effectue des appels en se faisant passer pour des clients, histoire de vérifier que nous répétons bien les phrases toutes faites qu'on nous a apprises.

Il n'est déjà pas facile de répondre au téléphone en portant un masque, et des appels nous en avons bien assez, pas besoin en plus d'en avoir des faux. Alors, nous ne voulons pas que l'on vienne encore empirer notre vie au travail avec des surveillances et des contrôles débiles.

Si les personnes qui ont eu cette brillante idée veulent venir répondre, nous leur signalons qu'il y a des places vides dans les pools téléphoniques.

### ***Nous sommes tous indispensables !***

À Paris 15, les intérimaires se font virer au fur et à mesure des fins de contrat. Pourtant, ce n'est pas le boulot qui manque. Mais pour la direction, faire des économies de personnel prime sur couvrir les quartiers à découvert.

### ***Kesako ?***

En ce début d'année, nous avons reçu une petite boîte en plastique de la direction parisienne. Chacun a dû se demander de quoi il s'agissait : une boîte à billets ? Elle était pourtant aussi vide que notre fiche de paie ! Le courrier d'accompagnement nous a fourni la solution : il s'agit d'une boîte à masques...

Côté protections contre le Covid, avec La Poste, c'est toujours aussi *cheap*.

### ***Mars attacks***

Dans sa lettre de vœux accompagnant la boîte mystère, la directrice courrier-colis de Paris a trouvé le moyen de se féliciter que 2020 aurait été une « *bonne année en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail* » ?!

On peut se demander de quelle planète elle débarque, mais on comprend bien que sa seule préoccupation c'est le chiffre d'affaires.

### ***Le beurre et l'argent du beurre***

En 2020, il y aurait eu 2 milliards de lettres en moins. Il n'en faut pas plus pour que La Poste aille quémander toujours plus d'aides auprès de l'État, réclamant un milliard d'euros supplémentaires. Le groupe a pourtant réalisé plus de 2 milliards de

bénéfices rien qu'au premier semestre 2020 !

La direction a dans le viseur les missions de service public. Elle dit ne pas vouloir toucher à la distribution 6 jours sur 7, qui lui permet de vendre ses nouveaux services sans ajouter de personnel. Mais on voit bien à Paris 15 que c'est très relatif, puisque tout une partie du courrier n'est plus distribué le samedi. En revanche, il s'agirait de supprimer le J+1, pour que le courrier ne soit distribué qu'au gré du sous-effectif.

Suppressions d'emplois d'un côté, subventions de l'autre, La Poste joue sur tous les tableaux pour augmenter ses profits.

### ***Ne nous laissons pas faire !***

La crise sanitaire fait exploser les inégalités et sert de prétexte à de nombreux coups bas. Au travail, ce sont les licenciements, la pression sur les salaires, le manque d'effectif. La pauvreté progresse autour de nous, chez les étudiants mais aussi dans de nombreuses familles ouvrières. La fortune des plus riches, elle, a déjà retrouvé son niveau d'avant crise, quand elle ne l'a pas dépassé. Bernard Arnaud, par exemple, a vu sa fortune augmenter de 41 % entre mars et décembre 2020, soit un bond de 44 milliards d'euros !

Alors, face aux discours du gouvernement et du patronat qui nous somment de faire des efforts pour payer la crise économique, nous allons devoir réagir collectivement. La journée de grève interpro et intersyndicale du 4 février est une des occasions dont nous pouvons nous saisir pour riposter.

### ***Sanofric : empocher l'argent public... pour licencier***

Mercredi dernier, les salariés de Sanofi étaient à nouveau mobilisés pour dénoncer la suppression de 1 000 emplois en France, dont 400 postes de chercheur. Une politique dans la droite ligne des 3 600 CDI supprimés entre 2008 et 2017. Sans faire de lien, la direction annonce que l'élaboration du vaccin contre le Covid a pris un retard considérable.

En pleine crise sanitaire, le groupe pharmaceutique affiche ses priorités, avec 7,5 milliards de profits annoncés l'an dernier, et 4 milliards de dividendes versés aux actionnaires. Et encaisse tranquillement les chèques de l'État : 200 millions d'euros d'aides à la recherche, notamment pour les vaccins.

Face à leur logique capitaliste, affirmons la nôtre : nos vies avant leurs profits !

